

## **PREFECTURE DE LA MARNE**

### **DIRECTION DES ACTIONS INTERMINISTERIELLES**

---  
bureau de l'environnement  
et de l'aménagement du territoire

----  
Dossier suivi par  
M. Pélopidas  
Tél. 03 26 26 11 26  
Fax 03 26 26 10 93

ARRETE DE MISE EN DEMEURE  
Société VALRECOISE à SAINT BRICE COURCELLES

**le préfet de la région Champagne-Ardenne,  
préfet du département de la Marne  
chevalier de la légion d'honneur,**

**installations classées  
n° 2004-MD-38-IC**

#### **VU :**

- le livre V, titre I du code de l'environnement, annexé à l'ordonnance n°2000-914 du 18 septembre 2000,
- le décret d'application n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié,
- l'arrêté préfectoral n° 97.A.47.IC en date du 25 juillet 1997 autorisation la société VALRECOISE, dont le siège social se situe à SAINT JUST EN CHAUSSEE à exploiter une installation de stockage d'huiles usagées situées chemin du Maire à SAINT BRICE COURCELLES,
- le compte-rendu daté du 20 février 2004 de la visite d'inspection du 2 février 2004,
- le rapport de l'inspection des installations classées de la D.R.I.R.E. Champagne Ardenne, Subdivision de la Marne, du 25 février 2004, ci-joint,

#### **CONSIDÉRANT que :**

- la gestion actuelle des eaux pluviales du site est contraire aux dispositions des articles 3.1.1 deuxième alinéa, 3.3.1. et 3.7.2. de l'arrêté préfectoral précité, en ce qui concerne le traitement des eaux de ruissellement, l'étanchéification de l'aire de dépotage ainsi que celle des rétentions des cuves de stockage d'huile.
- qu'un épanchement accidentel d'huiles usagées pourrait dans ces conditions conduire à de graves nuisances sur l'environnement,

**SUR** proposition de madame la Directrice Régionale de l'Industrie de la Recherche et de l'Environnement,

**ARRÊTE :**

## **Article 1.**

La société VALRECOISE dont le siège social se situe 79 rue A. Bonamy ZI Sud – 60130 SAINT JUST EN CHAUSSEE, représentée par son directeur, est mise en demeure de respecter, dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions des articles 3.1.1, 3.3.1 et 3.7.2 visant respectivement le traitement des eaux de ruissellement, le raccordement des eaux pluviales du site aux eaux pluviales communales et l'étanchéification des aires de dépotage et des retentions des cuves de stockage d'huile de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 97.A.47.IC du 25 juillet 1997 pour son site situé chemin du Maire à SAINT BRICE COURCELLES.

## **Article 2.**

L'exploitant doit fournir à la date d'échéance les justificatifs, les résultats des mesures attestant de la conformité des installations avec les dispositions de l'article 1 du présent arrêté.

## **Article 3.**

Faute pour l'exploitant d'obtempérer, les mesures prévues aux articles L.514.1 et L.514.2, livre V, titre I du code de l'environnement pourront être mises en œuvre.

## **Article 4.**

La présente décision peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, soit d'un recours hiérarchique auprès du ministre de l'Ecologie et du Développement Durable, direction de la prévention des pollutions et des risques, service de l'environnement industriel, bureau du contentieux, 20 avenue de Ségur - 75302 - Paris Cedex SP, soit d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Chalons en Champagne - 25 rue du Lycée - 51036 - Chalons en Champagne Cedex. Un éventuel recours hiérarchique n'interrompt pas le délai de recours contentieux

## **Article 5.**

Un extrait du présent arrêté est affiché en mairie de SAINT BRICE COURCELLES pendant une durée minimale d'un mois.

## **Article 6.**

Monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Marne, madame la Directrice Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement de Champagne Ardenne et l'inspection des installations classées, sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté, dont une ampliation sera adressée pour information à messieurs le sous-préfet de l'arrondissement de Reims, le directeur départemental de l'équipement, le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt, le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales, le directeur du service interministériel régional des affaires civiles et économiques de défense et de la protection civile, le directeur régional de l'environnement, ainsi qu'à monsieur le maire de SAINT BRICE COURCELLES qui en donnera communication à son conseil municipal..

Le présent arrêté sera notifié, sous pli recommandé, à monsieur le directeur de la société VALRECOISE, 79 rue A. Bonamy ZI Sud – 60130 SAINT JUST EN CHAUSSEE.

Monsieur le Maire de SAINT BRICE COURCELLES procèdera à l'affichage en mairie de l'arrêté pendant un mois. A l'issue de ce délai, il dressera procès-verbal des formalités d'affichage et une copie de l'arrêté sera conservé en mairie aux fins d'information de toute personne intéressée qui, pas ailleurs pourra en obtenir une ampliation sur demande adressée à la préfecture de la Marne.

Châlons en Champagne, le 24 mars 2004

Pour le Préfet  
Le Secrétaire Général

Signé **Bernard LE MENN**